

Débats & Controverses

Élections législatives au Venezuela

Un scrutin à hauts risques pour le processus d'émancipation sud-américain ?

La perspective d'un virage à droite



Olivier Compagnon
Professeur d'histoire contemporaine et directeur de l'heal

Les sondages et a de fortes chances de récupérer une majorité parlementaire que Chavez ou ses épigones détiennent sans discontinuer depuis 1999. Bien que le mandat de l'actuel président ne parvienne à son terme qu'en 2019, un tel scénario marquerait une rupture en privant le gouvernement de ressorts institutionnels importants (par exemple la nomination des membres du Conseil national électoral et des juges du Tribunal suprême) et en aggravant le niveau de la conflictualité politique – du moins si l'on en croit certaines déclarations de Maduro affirmant qu'il n'accepterait jamais que la révolution bolivarienne soit mise en péril.

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer l'érosion de la popularité de Maduro. Le pétrole, qui représente plus de 95 % des recettes d'exportation, a vu son cours tendre vers le seuil des 40 dollars par baril dans la seconde moitié de l'année 2015 alors qu'il culminait aux alentours des 100 dollars au début de l'année 2012. Pénalisé par un déclin du produit intérieur brut de 5,5 % entre 2012 et 2014, le gouvernement a ainsi perdu une grande partie de ses capacités de redistribution sociale et ce renversement de conjoncture s'est immédiatement traduit en chiffres : alors que les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté étaient respectivement passés de 42,8 % et 16,6 % de la population au premier semestre 1999 à 26,5 % et 7 % au second semestre 2012, les chiffres du second semestre 2013 (27,3 % et 8,8 %) suggèrent la fin d'un cycle, de même que l'évolution récente du coefficient de Gini, mesurant l'inégalité dans la répartition des revenus (0,5 en 2000 et 0,394 en 2010, mais 0,405 en 2012 et 0,448 en 2013). C'est en fait l'un des principaux échecs des années Chavez qui transparaît ici : l'incapacité à se défaire de la dépendance vis-à-vis du pétrole et à fonder des politiques publiques durables. Par ailleurs, la pénurie croissante de produits de consommation courante et l'inflation galopante accroissent chaque jour un peu plus la lassitude de la population – y compris parmi ceux qui avaient compté parmi les meilleurs soutiens du chavisme. La dérive autoritaire de Maduro, symbolisée par la lourde condamnation de l'opposant Leopoldo Lopez et par les

nombreuses violences ayant émaillé la campagne électorale lors des dernières semaines, pèse également à l'heure de dresser un bilan. Enfin, le fait que Maduro n'ait jamais réellement été capable d'exister sans Chavez – immuable référence discursive, icône omniprésente dans l'espace public – depuis la mort de ce dernier, en mars 2013, a fini par faire douter de sa stature d'homme d'État.

Le résultat de ces élections devra aussi être analysé au prisme des évolutions politiques récentes qu'a connues la région latino-américaine. La victoire présidentielle de Mauricio Macri en Argentine, le 22 novembre dernier, ou l'offensive de l'opposition contre le gouvernement de Dilma Rousseff au Brésil puisent également dans l'épuisement d'un modèle qui a été celui du virage à gauche durant les années 2000 : celui de transferts financiers massifs vers les secteurs sociaux les plus défavorisés grâce à la hausse exceptionnelle du cours des matières premières. Mais cette ère est révolue et les réformes structurelles qui auraient pu accompagner la prospérité (par exemple en matière fiscale), déprendre les économies latino-américaines de leur logique séculaire de dépendance et fonder un modèle de redistribution plus pérenne, n'ont pas été réalisées. Dans le contexte de crise économique et politique, il n'est donc pas impossible que l'heure d'un « virage à droite » soit en train de sonner. ●

L'opposition exploite la situation d'extrême difficulté économique



Obey Ament
Responsable Amérique latine du secteur international du PCF

cessité et la spéculation monétaire. Ces élections montreront le degré de mobilisation ou des possibles déceptions d'un électorat qui a toujours accordé sa confiance aux forces chavistes.

Est en jeu l'avenir des conquêtes réalisées : la souveraineté sur le pétrole, les programmes sociaux qui ont donné à la majorité l'accès à la santé, à l'éducation, à la retraite, au droit d'avoir un toit pour soi. L'incarcération du dirigeant de l'opposition Leopoldo Lopez, putschiste en 2002 et organisateur des manifestations violentes en faveur de la démission du président Nicolas Maduro, vise à donner l'image d'un régime autoritaire et peu respectueux des

libertés. En cas de victoire des partis du Grand Pôle patriotique (PSUV-PCV et PPT), tout un dispositif a été mis en place pour contester les résultats et organiser de nouvelles manifestations violentes.

Encouragés par la victoire de la droite en Argentine, les secteurs conservateurs de la région crient leur soutien à la droite extrémiste sans s'inquiéter des formalités diplomatiques. Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des États américains, vieil instrument de la domination états-unienne, a adressé une lettre dans le plus pur style néocolonialiste au conseil national électoral vénézuélien lui indiquant ce qu'il faut faire ou pas pour que le scrutin soit reconnu et validé. Barack Obama et John Kerry ont contribué à cette campagne en déclarant le Venezuela comme « une menace pour la sécurité des États-Unis » et en exigeant la mise sous surveillance des élections des mois avant leur tenue. L'objectif est de discrediter d'avance toute possibilité de victoire des forces de gauche et d'ancrer l'idée d'une fraude dans un pays qui ne respecterait pas les droits de l'opposition. En cas de victoire de l'opposition, on peut s'attendre à un bras de fer avec l'exécutif qui garde ses prérogatives. L'affrontement portera sur l'avenir de la compagnie pétrolière nationalisée PDVSA et sur celui des programmes sociaux, qui seraient les premières victimes des politiques d'austérité et d'un retour au néolibéralisme. La droite vise son objectif de toujours : faire tomber le président Nicolas Maduro, soit en le poussant à démissionner, soit en demandant un référendum révocatoire.

L'enjeu de l'élection du 6 décembre dépasse le Venezuela et concerne toute la région. Après la victoire de la droite en Argentine et alors que la gauche brésilienne est confrontée à des tentatives de « coup d'État mou », une avancée de la droite au Venezuela porterait un coup très dur contre les processus d'intégration régionaux qui ont fait reculer l'hégémonie impériale sur le continent. Ce serait le début de la consolidation d'une intégration fondée sur les traités de libre-échange, l'ingérence et la violation des droits des peuples. Ce serait la fin de la coopération énergétique entre le Venezuela et les pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes (Petrocaribe). Une victoire des forces de transformation donnerait un nouvel élan au Venezuela avec le renforcement de la participation démocratique, la relance de l'économie par la production et la consolidation de l'unité de la région fondée sur la coopération et la souveraineté des peuples. ●

Une fraude impossible

Eleazar Díaz Rangel
Directeur du journal vénézuélien Últimas Noticias

il y a suffisamment de raisons pour qu'un mécontentement se fasse sentir dans la population, le gouvernement n'ayant pas réussi à résoudre le problème de la pénurie et des prix élevés de la nourriture et des autres produits de première

Dimanche 6 décembre, que l'on appelle depuis des mois le « 6D » au Venezuela, d'importantes élections se dérouleront, que le président Nicolas Maduro a désignées comme étant « les plus difficiles », bien qu'il n'ait jamais expliqué pourquoi. À cette occasion,

Débats & Controverses



LA CHRONIQUE DE FRANCIS COMBES ET PATRICIA LATOUR

Du concept à revendre

Le concept fleurit... On parle maintenant de concept à propos de bottes (au sens figuré comme au sens propre ; « un concept de bottines 3 en 1 » peut-on lire sur un site de vente). Une émission de télé-réalité, le dernier disque d'un chanteur de variétés, une voiture, une ligne de vêtements, une pizza, un jeu vidéo sont l'occasion d'un « nouveau concept »... Déjà ce terme, qui vient du champ de la pensée philosophique, avait connu une extension hors de son domaine d'origine avec l'apparition de l'art conceptuel.

Pour ce mouvement, qui s'est affirmé dans les années 1960, l'idée de l'œuvre l'emportait sur l'œuvre elle-même... Certains se référaient aux ready-made de Marcel Duchamp. Les inventions de Duchamp ne manquaient pas d'humour et leur geste, par sa nouveauté, était en effet une forme de subversion de l'idée communément admise de l'Art et de la Beauté. Mais à répéter, on court le risque de ne plus rien subvertir. Et ce qui semble parfois manquer c'est justement l'idée...

« Dans son usage banalisé, le concept devient une simple idée plus ou moins concrète. »

« J'ai fait le mouvement dada/Disait le dadaïste », écrivait déjà Aragon dans *Ancien Combattant*, un poème de 1929, dans la *Grande Gaité*. Ceci ne vaut pas qu'en art... Un concept est une idée générale et abstraite, susceptible d'aider à comprendre le monde, telle que la philosophie cherche à en

produire. Or, dans son usage banalisé, le concept devient une simple idée plus ou moins concrète, qui ne sert pas à comprendre le monde (surtout pas à le changer), mais à s'y faire une place, à se tailler une part de marché. Diderot rêvait de rendre la philosophie populaire... Il n'est pas sûr que ce fût ce qu'il avait en tête.

Cette promotion « grand public » d'un terme de philosophie nous dit quelque chose de l'évolution de la langue et de la société. Les pessimistes y verront un signe de la tendance à un certain snobisme qui conduit à recourir plus souvent que nécessaire à un vocabulaire abstrait, voire abscons. Les optimistes y verront le signe de l'élévation du niveau moyen de culture générale. Pas mal de mots du vocabulaire des sciences, par exemple de la psychanalyse, sont entrés dans le langage courant, comme le « foulement », le transfert, le complexe... Plus récemment la « résilience ». Mot beaucoup entendu ces derniers jours... Ce mot anglais désignait en physique depuis la fin du XIX^e la capacité de résistance des métaux aux chocs.

Il s'est étendu à la psychologie et a été en particulier médiatisé par Boris Cyrulnik. Il désigne la capacité à se reconstruire après un traumatisme. À « rebondir » (resiliare est le latin de bondir) ou, si on préfère, à reprendre du poil de la bête, après avoir fait, par exemple, son « travail de deuil » ! Autre « concept » dernier cri. ●

nécessité, situation qui a engendré d'interminables files d'attente dans les magasins à Caracas mais aussi dans d'autres villes. À cette situation il faut ajouter la forte baisse des prix du pétrole, passé de plus de 80 à 35 dollars le baril, baisse affectant l'ensemble de l'économie, le Venezuela étant un pays dépendant des revenus du pétrole. L'extraction de contrebande depuis la Colombie voisine et la contrebande des produits importés pour nourrir des millions de Colombiens des villes frontalières mais aussi de Bogota comptent pour 25 % de la production nationale, affirment en outre les autorités.

Dans la dernière phase de la campagne électorale, les porte-parole de l'Unité révolutionnaire (PSUV et ses alliés du PCV et du PPT ainsi que d'autres petits partis de gauche composant le Grand Pôle patriotique, GPP) semblent avoir persuadé leurs militants que cette situation était l'effet d'une « guerre économique » menée depuis l'extérieur avec un fort soutien dans le pays et que, malgré ces difficultés, il fallait voter pour préserver le processus. Cette « guerre économique » a été comparée à celle qui s'est déroulée au Chili pour déstabiliser et renverser le gouvernement du président Allende. À cette réalité s'ajoutent les enquêtes d'opinion ainsi que la plupart des commentaires des radios, d'une grande partie de la presse intérieure et des trois quotidiens de Caracas qui vont répétant des pourcentages donnant jusqu'à 30 % d'avance à l'opposition. Bien sûr, un nombre significatif de citoyens les croient. Le GPP a rejeté ces projections et fait part de sa confiance en faveur d'un vote conscient ainsi que de sa haute capacité de mobilisation, doté qu'il est d'une forte structure de parti. Le caractère local et régional du scrutin ainsi que le souvenir de son « leader éternel » Hugo Chavez ont également été fortement mis en avant dans la campagne. Cette situation nous rappelle ce qui est arrivé récemment en Argentine, où les médias ont massivement répété que Macri, le candidat de la droite, allait gagner au second tour avec 25 % d'avance, chose qui a été crue par beaucoup de gens. La vérité fut tout autre et, à la fin, l'avantage du candidat de droite a été de 3 %. Un autre échec des sondages. Se passera-t-il quelque chose de similaire au Venezuela dimanche prochain ? Le chavisme répond par l'affirmative.

Contrairement aux cinq élections précédentes où s'est disputée la présidence de la République, toutes remportées par Hugo Chavez et par Maduro pour la dernière, ce qui est en jeu, cette fois, est le renouvellement de l'ensemble des sièges de l'Assemblée nationale, où domine aujourd'hui le PSUV avec 100 députés contre 68 pour ses adversaires. Comme en d'autres occasions, les partis de l'opposition, regroupés au sein de la Table d'unité démocratique (MUD), et ceci avec de forts échos à l'étranger, ne se lassent pas de dénoncer le fait que le scrutin sera entaché de fraude et ont refusé de signer la déclaration soumise par le conseil national électoral (CNE) de reconnaître les résultats, quels qu'ils soient, bien qu'ils répètent qu'ils gagneront avec une large avance sur la majorité actuelle. La mission de l'Union des pays d'Amérique du Sud (Unasur) a présenté un autre projet de reconnaissance des résultats, et la MUD a également refusé de le signer. Il n'est pas facile de trouver une réponse à cette position obstinée de la MUD. Si elle se considère comme sûre de sa victoire dimanche, elle ne devrait pas refuser de signer un accord reconnaissant les résultats. Elle ne les reconnaîtra pas, de toute manière, si elle perd ou en cas de victoire de justesse, et dénoncera la fraude (ce qu'elle ne pourra pas prouver), Washington, certains gouvernements latino-américains et l'Espagne lui emboîtant le pas.

L'ancien président Jimmy Carter, après avoir couvert l'ensemble du processus électoral, sur la base de l'expérience faite dans 40 autres pays, a déclaré à Caracas que ce système électoral était la plus fiable et le plus sûr qu'il ait connu. Les représentants de l'opposition au sein du CNE ont déclaré, au terme de plusieurs élections, que ce système était inviolable et qu'il n'y avait aucune possibilité de falsifier les résultats. Le fait est que ce processus électoral est soumis à 22 audits, certains d'entre eux avant, pendant et après le

vote. Au cours de ces audits étaient présents, très activement, les représentants de tous les partis et les procès-verbaux en ont été signés par eux ainsi que par les experts du CNE et les accompagnants extérieurs invités. Le CNE a distribué un livre collectant les audits du mois d'avril 2013 avec les signatures respectives de tous les partis, de la mission de l'Unasur, du Mercosur, de la Guilde nationale des avocats des États-Unis et de l'Union interaméricaine des organismes électoraux (Uniore). Il faut expliquer que le système de vote au Venezuela est automatisé, mais qu'après le suffrage chaque électeur confirme son vote manuellement sur un bulletin et qu'à la fin le scrutin doit faire correspondre la somme des votes automatisés avec celle des votes manuels. Un taux de coïncidence de 99,98 % a été observé pour l'élection de 2013. Enfin, à peine le scrutin public terminé, sont sélectionnées jusqu'à 10 tables par bureau de vote pour réaliser les audits, le CNE inspectant 50 % des tables.

Les résultats de l'élection présidentielle de l'année 2013 étaient : Maduro 50,61 % et Capriles 49,12 %, avec un taux de 20 % d'abstention. À la demande du candidat perdant a été réalisée une vérification de 100 % des tables, ce qui a coïncidé avec les résultats officiels. Jamais n'ont été présentées de preuves de fraude ou d'irrégularité significatives. Celles qui abondent sont celles de l'avantage pris par les représentants officiels dans l'usage des moyens de communication du secteur public ou étatique. Lors du référendum pour révoquer ou non le président Chavez, les sondages « sortie des urnes » ont fait état de la victoire de ceux qui voulaient son départ, les résultats officiels montrant un ratio de 60-40 en faveur du maintien du président à son poste, les enquêtes faites à la sortie des bureaux de vote ayant été réalisées dans les quartiers de Caracas qui votent toujours contre Chavez. On se souvient encore de l'image d'Henry Ramos, secrétaire général de l'Action démocratique, de Pompeo Marquez et d'autres dirigeants de l'opposition qui, le 16 août 2002, annonçaient : « *Demain nous commencerons à présenter les preuves de la fraude.* » Bien sûr, on attend toujours les preuves annoncées.

Dans ce contexte, et dans les conditions que j'ai essayé de décrire, la question est : quelles seront les perspectives au Venezuela au soir du 6 décembre ? Cela dépendra pour beaucoup du comportement électoral des Vénézuéliens qui sont mécontents de la réalité économique qui affecte leur vie, comme les pénuries et des prix élevés. À première vue, la réponse de ceux qui croient qu'il est inévitable que le mécontentement génère abstentionnisme ou vote contre le gouvernement qu'ils considèrent comme responsable de cette situation, et c'est ce que croit l'opposition, semble logique. Si tel est le cas, l'opposition gagnera et obtiendra la plupart des députés, et éventuellement contrôlera l'Assemblée avec une majorité simple. Le point de vue officiel, celui du GPP, est autre. Une chose paraît certaine : si les deux parties parlent de victoires écrasantes, la présidente du CNE, Tibisay Lucena, a admis lors d'une réunion privée avec un certain nombre de chroniqueurs et de commentateurs que chaque côté peut gagner, mais aucun avec une large majorité, la différence des scores étant très réduite. Il est également logique de supposer qu'une victoire de l'opposition sera un coup dur pour le processus de changement qui a eu lieu en Amérique latine depuis plus d'une décennie. Après ce qui est arrivé en Argentine, une défaite au Venezuela, point de départ de ce processus qui a trouvé en Chavez le facteur fondamental de la création de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), de l'Unasur, de l'Alba, de Petrocaribe et du renforcement du Mercosur, serait, même s'il ne s'agit que d'élections parlementaires, un revers aux conséquences incalculables. ●

(TRADUCTION JÉRÔME SKALSKI.)

HUGO CHAVEZ « LA VÉRITÉ HISTORIQUE EST ESSENTIELLEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. »

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR L'HUMANITÉ.FR